

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Loi de finances 2021 : le projet désormais à l'Assemblée nationale

LES ministres financiers (Budget et Économie) étaient devant les députés, hier, pour défendre le budget du pays. Lequel connaît une baisse de 365,6 milliards par rapport à celui de 2020 qui était de 3 047,1 milliards.

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon



Photo : DR

Les ministres financiers devant les députés pour présenter la Loi de finances.

JEAN-MARIE Ogandaga et Sosthène Ossoungou Ndibangoye, respectivement ministres de l'Économie et Budget, étaient hier face à la Commission des Finances de l'Assemblée nationale. Les deux membres du gouvernement sont allés soumettre aux députés le projet de Loi de finances de l'année 2021. Lequel, selon eux, a été élaboré conformément aux dispositions légales relatives aux lois de finances et à l'exécution du budget. 2 681,5 milliards de francs, c'est le budget équilibré en ressources et en charges pour l'exercice 2021. Contre, 3 047,1 milliards en 2020, soit une baisse de 356,6 milliards. À souligner que cette programmation se fait dans un environnement marqué par la pandémie de coronavirus. Toute chose qui,

à en croire les deux ministres, oriente ladite loi de finances vers les priorités du chef de l'État, à savoir : relancer l'économie et améliorer les conditions de vie des populations. Ainsi, ce projet vise cinq principaux objectifs. À savoir : "la reprise de la croissance avec un taux projeté à 2,6% ; la réduction du déficit budgétaire par l'optimisation de la mobilisation des recettes intérieures, notamment par la digitalisation des services ; la reconstruction des avoirs extérieurs ; le renforcement des infrastructures de base dans les secteurs de la route, de l'énergie, de l'eau, de l'éducation et de la santé pour améliorer les condi-

tions de vie des populations ; la consolidation du dispositif de sécurité et de défense". Quant à la stratégie arrêtée en matière d'investissement, Jean-Marie Ogandaga et son collègue ont indiqué à leurs hôtes que celle-ci vise "principalement à poursuivre les programmes d'investissements en cours, en vue de leur achèvement". Et de rassurer que "malgré la crise sanitaire liée à la Covid-19 qui a entraîné une forte contraction des ressources budgétaires, le gouvernement envisage de finaliser les projets en cours, démarrés dans le cadre du Plan de relance de l'économie 2017-2019 (...)".

PDG : appel au calme et au maintien de l'effort de mobilisation contre le Covid-19

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LA réaction du Parti démocratique gabonais (PDG) ne s'est pas fait attendre après les événements survenus dimanche 25 octobre dernier. Et pour cause, par le biais de David Ella Mintsa, un de ses porte-paroles, par ailleurs conseiller du "distingué camarade président" (DCP) auprès du secrétaire général, le PDG a appelé, hier, "l'ensemble des croyants, toutes obédiences religieuses confondues, et les autres citoyens au calme, à la sérénité et surtout au maintien de l'effort de mobilisation contre la Covid-19".

Cet appel est d'autant plus pertinent que, a-t-il fait valoir, "la santé des Gabonaises et Gabonais n'a pas de prix. Elle ne saurait donner lieu à des confrontations inutiles et stériles". Non sans insister sur le fait que la tendance

baissière de l'épidémie observée ces dernières semaines ne saurait servir de prétexte à un quelconque relâchement.

Réaffirmant, avec force et conviction, l'attachement du PDG aux valeurs de tolérance et de paix et au respect de la liberté de culte, l'orateur a, dans la foulée, salué "le pragmatisme et le sens de l'anticipation du DCP qui conduit avec justesse et habileté la lutte contre cette redoutable pandémie".

Rendant un vibrant hommage à Sylvia Bongo Ondimba, présidente d'honneur de l'Union des femmes du PDG, "pour son implication dans la lutte contre les cancers féminins", David Ella Mintsa a invité les militantes et militants "à matérialiser, sur la base d'une stratégie de l'efficacité", au sein de leurs fédérations respectives, toutes les actions retenues dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route. Le tout, sur fond de respect des gestes barrières.



Photo : Adjai Ntoutoume

Le porte-parole du PDG, David Ella Mintsa, lors de son intervention.

Tribune des Partis politiques

US : un raté malgré l'originalité

À la faveur d'un échange avec la presse, récemment, Jean de Dieu Moukagni Iwangou, leader du parti Union et Solidarité (US), formation politique aujourd'hui difficile à situer sur l'échiquier politique national, jusque-là discret depuis son limogeage du gouvernement, a décidé de rompre le silence. Occasion pour lui de se lancer dans un plaidoyer en faveur du Gabon, pour son inscription sur la liste des États africains éligibles aux visas Schengen.

On se souvient de ce que l'Union européenne (UE), pour cause de Covid-19, s'était prononcée, le 30 juin dernier, sur

l'éligibilité des ressortissants de chaque État auprès duquel elle est accréditée à voyager dans l'espace Schengen. Dans ce cadre, seul quatre pays africains recevaient l'autorisation du visa (Algérie, Maroc, Tunisie, et Rwanda)...

Dans son "plaidoyer de Libreville", Moukagni Iwangou estime que, au regard de l'évolution de la situation de la pandémie de coronavirus au Gabon depuis plusieurs mois, l'UE devrait reconsidérer le sort réservé à notre pays depuis le 30 juin dernier. À ses yeux le Gabon mérite maintenant d'intégrer la "short list" des pays

éligibles au visa Schengen. D'où son interpellation aussi bien des autorités gabonaises que l'ambassadeur de l'UE, de France, d'Allemagne, d'Espagne et d'Italie au Gabon. Tout comme du Représentant du secrétaire général de l'Onu, de celui de l'OMS, etc., pour la facilitation de cette reconsidération.

On peut relever que cette initiative du président de l'US, aussi originale qu'elle puisse paraître, a surpris plus d'un. Non pas parce que son plaidoyer manque de pertinence, loin s'en faut. Mais parce que pour nombre d'observateurs et autres

analystes politiques, l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur et son parti auraient été, plus pertinent et intéressant, pour son retour officiel sur la scène politique, en évoquant plutôt des sujets qui préoccupent davantage les Gabonais. Et l'on sait combien ils sont nombreux, au moment où l'on parle de la rentrée scolaire, des effets de la crise sanitaire sur notre économie, etc.

Pour certains, à tort ou à raison, à cause de son président, l'US a raté sa rentrée politique.

ONDOUBA'NTSIBAH